

Contributions de l'Ordre national des infirmiers à la santé publique, la qualité des soins et la promotion de la profession infirmière

mars 2009 – mars 2011

A. CONTRIBUTIONS À LA SANTÉ PUBLIQUE ET A LA QUALITÉ DES SOINS

Code de déontologie

Projet de Code de déontologie des infirmiers élaboré par le Conseil national de l'Ordre en 2009 et adopté par lui en février 2010 (toujours en attente de transmission au Conseil d'Etat par le ministère de la santé).

A la demande des préfets et des DDASS

Accompagnement de l'organisation des centres de vaccination contre la grippe AH1N1.
Rappel des bonnes pratiques infirmières en la matière (septembre-décembre 2009).

A la demande du Ministère chargé de la santé

- Avis sur le projet d'arrêté relatif à la coopération entre les professionnels de santé (novembre 2009).
- Avis sur le projet d'ordonnance ayant pour objet de généraliser les dispositions des articles L. 4113-1, L. 4113-1-1 et L. 4113-1-2 du code de la santé publique issus de l'article 66 de la loi HPST à l'ensemble des professions de santé (novembre 2009).
- Avis sur le projet de décret relatif à l'éducation thérapeutique (novembre 2009).
- Avis sur le projet de décret introduisant une procédure de sanction à l'égard des professionnels de santé pratiquant le refus de soins ou ayant des pratiques abusives en matière d'honoraires sous réserve des retours de contribution de membres du bureau (novembre 2009).
- Avis sur le projet de décret relatif à l'activité de télémedecine (novembre 2009).
- Avis sur le projet de décret relatif notamment à la procédure d'expertise en cas d'infirmité ou d'état pathologique incompatible avec l'exercice de la profession, (novembre 2009).
- Avis sur le projet de décret relatif à l'hébergement de données de santé à caractère personnel sur support papier (janvier 2010).

- Avis sur le projet de décret relatif au fonctionnement et à la procédure du contentieux du contrôle technique de la sécurité sociale (janvier 2010).
- Avis le projet de décret relatif aux conditions d'autorisation des programmes d'éducation thérapeutique du patient (avril 2010).
- Avis sur le projet d'arrêté relatif aux conditions de mise en œuvre des programmes en éducation thérapeutique du patient (avril 2010).
- Avis sur le projet de décret relatif au fonctionnement et à la procédure du contentieux du contrôle technique sécurité sociale (janvier 2010).
- Avis sur le projet de décret relatif au Conseil national du développement professionnel continu des professions de santé (mai 2010).
- Avis sur le projet de décret relatif à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu et modifiant le code de la sécurité sociale et le code de la santé publique (mai 2010).
- Avis sur le projet de décret relatif au développement professionnel continu des professionnels de santé non médicaux (mai 2010).
- Avis sur le projet de décret relatif à la commission scientifique indépendante des professionnels de santé non médicaux (mai 2010).
- Avis sur le projet de décret relatif aux modalités d'intégration des protocoles de coopération étendus dans le développement professionnel continu et la formation initiale des professionnels de santé (mai 2010).
- Avis sur le projet d'arrêté relatif au suivi de la mise en œuvre d'un protocole de coopération entre professionnels de santé et à la décision d'y mettre fin (mai 2010).
- Position relative à la mise en œuvre de l'ordonnance sur la réforme de la biologie médicale : bonnes pratiques infirmières et information des infirmiers libéraux sur la phase pré-analytique des examens (prélèvements de produits biologiques) (janvier 2011).
- En préparation : avis sur le projet de charte déontologique préparée par le groupe de travail ministériel sur l'éducation thérapeutique du patient, destinée aux signataires (professionnels de santé ou non) des futurs protocoles d'ETP (mars 2011).

A la demande de la DGS

Participation au groupe chargé de proposer une stratégie nationale pour la protection vaccinale en France (depuis avril 2009).

A la demande de la DGOS

- Participation à la réflexion sur les actions en matière de qualité de la prise en charge médicamenteuse et l'élaboration du projet d'arrêté relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse dans les établissements de santé, et relatif aux médicaments dans les établissements de santé et dans les établissements médico-sociaux disposant d'une pharmacie à usage intérieur (janvier-juin 2010)
- Participation au conseil national des urgences hospitalières (CNUH)

A la demande de la DGOS et de la DSS

Participation d'un représentant du CNOI au comité de pilotage des expérimentations de nouveaux modes de rémunération (depuis octobre 2009)

A la demande du secrétariat général des Ministères chargés des affaires sociales

Audition sur le développement des plateformes d'aide à l'installation des professionnels de santé (mars 2011).

A la demande de la Haute Autorité de Santé

- Intégration dans des groupes de travail pluridisciplinaires pour élaborer des guides de bonnes pratiques, et dans des groupes de lecture (maladie d'Alzheimer et maladies apparentées : suivi des aidants naturels, bonnes pratiques de régulation médicale des appels, sécurisation de l'administration des médicaments...) (depuis 2009).
- Réflexion sur l'évolution des guides pour les affections de longue durée (maladies cardiovasculaires, diabète) (depuis 2010).
- Participation au groupe technique de préfiguration organisé par la HAS pour mettre en œuvre l'article 51 de la loi HPST sur les principes des coopérations entre professionnels de santé (de janvier à juillet 2010).
- Réflexion en cours sur l'organisation de l'évaluation des pratiques infirmières.
- Intégration d'un groupe de travail de la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé : prise en charge des patients nécessitant une perfusion à leur domicile, y compris une nutrition parentérale, hors HAD. (Mars 2011)
- Intégration au groupe de travail du guide d'annonce d'un dommage associé aux soins (depuis avril 2010).
- Intégration au groupe de concertation « évaluation des programmes d'éducation thérapeutique par la HAS » (depuis décembre 2010).
- Intégration au groupe de concertation pour élaborer le programme personnalisé de soins (depuis janvier 2011).
- Avis à la Haute autorité de santé sur les projets de protocoles de coopération entre des professionnels de santé qui lui sont soumis par les ARS (depuis octobre 2010).

A la demande des agences régionales de santé

- Participation de conseillers départementaux de l'Ordre aux groupes de travail des délégations départementales des ARS (mise en œuvre du SROS des soins ambulatoires, programmes d'éducation thérapeutique, programmes de télémédecine, programmes d'installation de pôles et maisons de santé).
- Participation aux groupes de travail au niveau régional : COTER, CRSA, et aux groupes de travail sur le développement de l'offre de soins ambulatoire.
- Intégration, dans chaque région, d'un membre du conseil régional de l'Ordre à l'observatoire régional des professions de santé (depuis décembre 2010).

A la demande de l'AFSSAPS :

- Contribution au plan d'harmonisation des étiquetages des petits conditionnements de solutions injectables, enquête sur l'étiquetage des ampoules de solutions injectables de médicaments (juin 2009).
- Contribution à l'actualisation de l'arrêté du 28 avril 2005 relatif aux bonnes pratiques de pharmacovigilance (décembre 2009).

A la demande du secrétariat général pour les affaires européennes (SGAE)

Avis sur la transposition de la directive 2005/36/CE sur la reconnaissance des qualifications professionnelles et sur les professions à reconnaissance automatique (septembre 2010).

A la demande de la CNAM

Participation à l'Observatoire conventionnel des infirmiers (depuis novembre 2009).

Pour le Plan national des maladies rares 2010- 2014

Participation d'un représentant du CNOI au Comité d'orientation, de suivi et de labellisation (depuis janvier 2010).

A la demande de l'Institut national du cancer (INCa)

Participation à la rédaction d'un document de formation destiné aux infirmiers sur la détection précoce des cancers de la peau – diffusion via le bulletin de l'Ordre et mise en ligne du module de formation sur le site internet www.ordre-infirmiers.fr (septembre 2010)

A la demande de l'Agence des systèmes d'information partagés de santé (ASIP Santé)

- Préparation de l'intégration des infirmiers dans le RPPS : paramétrage du tableau de l'Ordre pour intégrer les contraintes de ce répertoire. Evolution du RPPS vers un méta-annuaire (depuis novembre 2010).
- Participation au groupe de travail sur le dossier infirmier informatisé et le dossier médical partagé (mars 2011).
- Modernisation de la carte de professionnel de santé (CPS3) (octobre 2010).
- Participation au comité de liaison et de coopération pour les professionnels de santé (depuis décembre 2010).
- Participation au comité de suivi du répertoire partagé des professionnels de santé (RPPS) (depuis décembre 2010).

A la demande de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS)

Développement de l'information sur l'inscription à la réserve sanitaire (l'organisation des centres de vaccination a en effet montré les limites des fichiers actuels des infirmiers pour faire appel au volontariat) (depuis 2009).

A la demande de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES)

Participation à la semaine européenne de la vaccination (26 avril au 2 mai 2011).

A la demande de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies (MILDT)

Application de la directive 11 pour les infirmiers des mesures 3-2-5 et 3-2-6 du plan gouvernemental de lutte contre les drogues et les toxicomanies, à savoir : « créer et mettre à disposition des outils d'aide au repérage, au conseil minimal et à l'orientation, adaptés aux infirmiers libéraux » et « former les infirmiers libéraux au repérage, au conseil minimal et à l'orientation des patients repérés » (depuis janvier 2011).

A la demande de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVLDS)

- Participation à la réalisation du guide « Lutte contre les dérives sectaires à l'intention des soignants ».
- Relecture du guide « Patients en cancérologie et dérives sectaires ».

A la demande du Médiateur de la République :

Participation à la plate-forme interactive du Médiateur de la République pour répondre aux questions des usagers du système de santé (décembre 2010).

A la demande de l'Observatoire national de fin de vie :

Position de l'Ordre sur la proposition de loi sénatoriale relative à l'assistance médicalisée pour mourir (janvier 2011).

A la demande de la Cour des Comptes

Avis sur les conclusions provisoires de l'enquête de la Cour concernant les personnels infirmiers : recrutement, exercice et formation (février 2011).

Avec les six autres Ordres de professionnels de santé (CLIO Santé), réflexions sur :

- l'organisation et le fonctionnement des maisons de santé (projet de règlement intérieur des maisons de santé pluridisciplinaires) ;
- les coopérations entre professionnels de santé ;
- le développement du DMP et des messageries sécurisées (en collaboration avec l'ASIP Santé) ;
- le développement professionnel continu ;
- le secret professionnel et le partage d'informations entre professionnels de santé (modification de l'article L. 1110-4 du CSP).
- Contribution à la rédaction de dispositions législatives instituant une "société interprofessionnelle de soins ambulatoires" (décembre 2010-février 2011).
- Etude relative aux cartes ordinales à puce électronique.
- Etude sur le développement de la prescription en ligne.

Avec l'ensemble des 16 Ordres professionnels français (Comité de liaison des institutions ordinales - "CLIO général")

- Participation au colloque organisé le 8 avril 2010 par le CLIO général au Parlement européen à Bruxelles sur l'autorégulation des professions réglementées.
- Travaux des groupes de la Commission nationale de concertation des professions libérales.
- Procédures de conciliation, médiation, arbitrage dans les ordres professionnels.

B. CONTRIBUTIONS A LA PROMOTION ET L'AVENIR DE LA PROFESSION

Pour faire connaître et valoriser l'expertise infirmière existante

Contribution aux textes législatifs

Introduction dans la loi HPST d'une représentation paramédicale dans les conseils de surveillance et les directoires des établissements de santé publics.

Contribution à la création de sociétés savantes et de collèges spécialisés :

Aide au développement d'une banque de données experte, avec environ 45 associations infirmières : mise à jour d'un annuaire, valorisation des travaux et, à terme, subvention. Aide au développement de sociétés savantes et de collèges spécialisés.

Edition de recueils d'expertises :

- « **Maladies chroniques, expertises infirmières** », édité à l'occasion de la Journée internationale de l'infirmière du 12 mai 2010, en collaboration avec une vingtaine d'organisations infirmières.
- Préparation en cours d'un recueil de contributions sur la prise en charge de la douleur : « **Prise en charge de la douleur, expertises infirmières** ».

Pour faire évoluer les pratiques et les exercices en France

Trois rapports de l'Ordre

- « *Psychiatrie et Santé mentale - Enjeux et perspectives pour les pratiques infirmières* » (mars 2010).
- « *Enjeux et perspectives pour l'évolution de la pratique et de la formation d'infirmier de bloc opératoire diplômé d'État, IBODE – Expertise de soins au bloc opératoire* » (juin 2010).
- « *De l'infirmier du travail à l'infirmier spécialisé en santé au travail - Reconnaître l'infirmier comme un acteur fondamental des enjeux de santé en milieu professionnel* » (janvier 2011).

Sept recommandations

- **Évolution de l'exercice infirmier en psychiatrie** : *Psychiatrie et santé mentale, enjeux et perspective pour les pratiques infirmières* (position du CNOI, mars 2010).
- **L'exercice des infirmiers de bloc opératoire diplômés d'État** : « *Promotion de l'expertise de l'infirmier de bloc opératoire diplômé d'État, afin de permettre l'amélioration de la qualité de la prise en charge du patient* » (position du CNOI, juin 2010).
- **Les nouveaux rôles infirmiers** : *Nouveaux rôles infirmiers : une nécessité pour la santé publique et la sécurité des soins, un avenir pour la profession* (position du CNOI, septembre 2010).
- **L'exercice infirmier en puériculture** : *Une expertise globale de santé publique en vue de l'intérêt supérieur de l'enfant* (position du CNOI, décembre 2010).
- **L'exercice des infirmiers anesthésistes diplômés d'État** : *L'exercice IADE : enjeux et perspectives pour l'évolution de la pratique et de la formation* (position du CNOI, décembre 2010).
- **L'éducation thérapeutique du patient** : *L'infirmier dans l'éducation thérapeutique : une mission à part entière au sein de l'équipe pluridisciplinaire pour répondre avec efficacité aux besoins des patients* (position du CNOI, décembre 2010).
- **L'exercice en santé au travail** dans le cadre de la réforme de la santé au travail : *De l'infirmier du travail à l'infirmier spécialisé en santé au travail* (position du CNOI, janvier 2011).

Autres prises de positions et avis

- « *L'Ordre des infirmiers se positionne sur la réforme Licence-Master-Doctorat : reconnaître et prendre en compte l'expertise de la profession* » (mai 2009).
- « *Avis sur le projet de guide méthodologique élaboré par la HAS pour mettre en œuvre l'article 51 de la loi HPST sur les principes des coopérations entre professionnels de santé* » (mai 2010).

- Le respect du secret professionnel par les infirmiers intervenant dans les établissements pénitentiaires : réponse à l'Observatoire international des prisons (janvier 2011).
- A propos de la proposition de loi sénatoriale sur l'assistance médicalisée mourir : « *Les infirmiers souvent seuls au chevet des patients en fin de vie* » (janvier 2011).
- Communiqué sur le rapport HÉNART relatif aux « *métiers en santé de niveau intermédiaire* » (février 2011).

Cinq autres recommandations ou rapports en préparation sur :

- la reconnaissance et la valorisation de la pratique des infirmiers coordonnateurs en EHPAD ;
- la reconnaissance et la valorisation de la pratique des infirmiers sapeurs-pompiers au sein des services départementaux d'incendie et de secours ;
- le concept d'"infirmier de premier recours", ou communautaire, à développer dans le cadre du système de santé français ;
- les pratiques infirmières avancées ;
- la contribution des infirmiers à la prise en charge des personnes âgées dépendantes.

Contributions à d'autres travaux

- Audition par la mission sur le développement de la télésanté (Mission de M. Pierre LASBORDES, député) octobre 2009.
- Audition par la mission d'état des lieux et de réforme des dispositifs transversaux pour favoriser la création et développer les professions libérales (mission de Maître Brigitte LONGUET) (2009).
- Audition par la mission IGAS/ IGAENR relative à la certification et à la dématérialisation des diplômes de professionnels de santé (mars 2010).
- Audition par la mission relative aux actions d'accompagnement de l'article L.1161-3 du code de la santé publique (mission de M. Christian SAOUT).
- Audition par la mission sur les nouveaux métiers en santé (mission de MM. HENART, BERLAND et Mme CADET) (juillet 2010).
- Mise à l'étude d'un observatoire des violences et de l'insécurité dont sont victimes les infirmiers dans leur exercice, en partenariat avec l'Observatoire national des violences hospitalières, et le CLIO santé.
- Audition par la mission de l'Académie nationale de pharmacie relative au rôle des pharmaciens d'officine en matière d'éducation à la contraception et les conditions propres à améliorer et élargir celui-ci afin de concourir à diminuer les taux d'échecs de contraception.
- Audition par la mission commune Assemblée nationale – Sénat d'information sur les toxicomanies (mars 2011).

Contribution à la rédaction et signature prochaine d'un protocole de coopération pour la sécurité des professionnels de santé, conjointement avec les autres Ordres de santé et les ministères de l'Intérieur, de la Justice et du Travail.

Pour faire évoluer les exercices en Europe et au-delà

Union européenne

- A la suite du Livre vert européen relatif aux personnels de santé dans l'Union européenne : réponse à un appel à projets de la Commission européenne en collaboration avec l'Ordre britannique (NMC) : *Etablissement d'un réseau pilote de formateurs de personnel infirmier pour l'échange de Bonnes Pratiques en vue d'améliorer la qualification du personnel soignant et aide-soignant (septembre 2010).*
- Contribution, à la demande de la Commission européenne, à la révision prévue de la *directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles* (mai 2010- mars 2011).
- Consultation publique de la Commission européenne pour l'évaluation de la Directive 2005/36 (mars 2011).
- Accueil par le CNOI à Paris, le 8 avril 2011, de la première réunion du Réseau des Autorités compétentes pour les infirmiers dans l'Union européenne.

Affaires internationales

- Négociation de l'arrangement de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles des infirmiers entre la France et le Québec, signé le 10 juin 2010. Mise en œuvre actuellement en préparation.
- Réflexion en cours avec le Ministère des affaires étrangères, l'OMS et les autres Ordres infirmiers sur la crise des ressources humaines de professionnels de santé dans le monde (développement de leur formation, sécurisation de leur mobilité) (depuis 2010).
- Participation de la présidente du CNOI, les 12 et 13 mai 2010 à Genève, aux journées du CII consacrées aux échanges entre les autorités de régulation de la profession.
- Adhésion de l'ONI aux organisations infirmières internationales
 - FEPI (Fédération des infirmiers européens) ;
 - au SIDIEF (Secrétariat international des infirmières et infirmiers de l'espace francophone) ;
 - Discussions en cours pour adhérer au Conseil international des infirmières (CII).
- Espace francophone
 - Contribution avec le SIDIEF au développement de la recherche infirmière francophone ;
 - Contribution au mémoire du SIDIEF *Enjeux de l'accès et du positionnement de la formation universitaire de 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} cycle pour les infirmières et infirmiers de la francophonie* (février 2011).